

Dans l'Isère, le grand flou pour les salariés de la « vallée des puces »

Raphaëlle Lavorel et Olivier Pinaud

« Les puces, pétrole du XXI^e siècle » (5/5). Dans la vallée du Grésivaudan, cœur battant de l'industrie des semi-conducteurs en France, le creux du secteur inquiète salariés et syndicats.

La fumée s'élève en colonnes au-dessus de l'usine STMicroelectronics de Crolles, dans la vallée du Grésivaudan, dans l'Isère. De l'extérieur, le site de production de semi-conducteurs, matériau stratégique pour les puces électroniques, semble tourner à plein régime. Mais six mois après l'annonce par l'industriel franco-italien de la suppression de 2 800 postes à travers le monde sur un effectif total d'environ 50 000 personnes (11 500 en France), dont 1 000 départs dans l'Hexagone à l'horizon fin 2027, l'heure est à l'inquiétude. Pour le moment, 370 personnes seraient parties dans le cadre d'un plan de gestion des emplois et des parcours professionnels, selon la CFE-CGC.

Ce plan suit une réorganisation des activités du groupe. A Crolles, la production des plaquettes de 200 mm doit cesser d'ici à fin 2027. « On est l'usine vitrine de "ST", mais, derrière, il y a la réalité industrielle », s'alarme Nadia Salhi, déléguée centrale syndicale CGT et ingénieure en recherche et développement (R&D) sur le site isérois.

« Fermer une "fab" [un atelier de production] 200 mm, ce n'est pas facile, c'est même inédit. Mais on garde la R&D, la matière grise, explique Rodolphe Di Stasi, délégué CFE-CGC. Le marché de la microélectronique a toujours été cyclique. Aujourd'hui, on est dans une période de transition et de transformation, un peu dans le creux de la vague, mais il est prévu que le marché reparte. » Spécialisé dans les composants pour les industriels (énergie, médical, automates, machines-outils, appareils ménagers...) et pour les véhicules électriques, STMicroelectronics souffre, depuis mi-2023, d'un ralentissement de ses marchés. Son chiffre d'affaires a baissé de 23,2 % en 2024 et de 15 % au cours des neuf premiers mois de 2025.

Débuts poussifs

En parallèle, le groupe a annoncé le développement de nouvelles activités, comme l'encapsulation des puces et le tri des puces (« electrical wafer sort », ou EWS). Mais ces activités sont davantage automatisées que le « 200 », souligne la CGT : l'EWS nécessiterait par exemple une centaine de postes seulement d'ici à 2027, selon un cabinet d'expertise sollicité par le syndicat.

Surtout, alors que STMicroelectronics souhaite doubler à Crolles la production de plaquettes de 300 mm, qui permettent de graver plus de puces que celles en 200 mm, ce projet baptisé « Liberty », mené en partenariat avec l'américain GlobalFoundries et subventionné par le gouvernement français à hauteur de 2,9 milliards d'euros dans le cadre du Chips Act européen, connaît des débuts poussifs. Il nécessite un investissement de près de 7,5 milliards d'euros.

L'extension consiste en la création de six bâtiments de production (dit « modules »), dont 3 000 mètres carrés de salle blanche [une salle propre limitant la contamination des particules] chacun, accolés à l'unité centrale. Mais le chantier a pris du retard au démarrage en raison d'une erreur dans l'enquête publique de l'été 2023.

Depuis, trois des six modules ont été construits, mais les équipements tardent à arriver. « Le groupe a déjà investi 70 % de la part prévue dans ce projet et poursuit ses investissements », déclare STMicroelectronics, en rappelant que la production a démarré courant 2024, sans préciser les volumes.

Les trois derniers modules se font attendre : le béton du numéro 6 a été coulé mais la salle blanche n'est pas terminée, tandis que les 7 et 8 ne sont toujours pas sortis de terre, GlobalFoundries n'ayant pas encore débloqué

son investissement. « La mise en œuvre de notre projet à Crolles sera conforme à la demande des clients et aux conditions du marché », indique laconiquement un porte-parole de l'industriel américain, qui devait apporter les deux tiers des 7,5 milliards d'euros d'investissements nécessaires. Ses représentants « ne sont venus qu'une fois à Crolles », en juillet 2022, quand le président de la République, Emmanuel Macron, a annoncé l'aide. « Depuis, on ne les a plus revus », s'indigne Mme Salhi. « On n'exclut pas des possibilités d'autres partenariats ou de stratégies dans l'attente de [leur] réponse », espère Clarisse Yalicheff, élue CFE-CGC.

Annonces peu rassurantes

Les dernières annonces de GlobalFoundries ne sont pas pour rassurer les salariés français. Ce dernier avait ainsi révélé, en juin, un plan de 1,1 milliard d'euros afin de doubler la production de son usine de Dresde, en Allemagne. Quelques mois plus tôt, il avait révélé un financement record de 13 milliards de dollars (11 milliards d'euros) pour ses sites aux Etats-Unis.

Les salariés s'interrogent sur la réalité des créations d'emplois alors que les deux partenaires en avaient promis 1 000. « Le projet a déjà généré 250 emplois environ. L'objectif final de 1 000 emplois au total est toujours visé pour les deux acteurs et à pleine capacité, comme cela avait déjà été annoncé », assure STMicroelectronics.

Le gouvernement a, lui, commencé à verser ses aides. STMicroelectronics a déjà perçu une première tranche de 309,8 millions d'euros en 2024, sur le montant maximum de 1,05 milliard d'euros prévu dans la lettre d'engagement signée avec l'Etat en 2022. Le groupe franco-italien ne dévoile pas encore le montant pour 2025. « Les aides aux capacités de production se font partout dans le monde mais ne sont accordées par l'Europe que depuis le Chips Act de 2023. Elles sont un enjeu majeur de compétitivité », insiste-t-il pour justifier ce mécanisme.

« Ces aides ne sont pas versées au début du projet, mais uniquement selon des jalons précis de finalisation des travaux ou d'achats d'équipements », précise le ministère de l'industrie. Ce dernier assure ainsi que l'industriel américain n'a reçu aucune somme de la France, « car son projet n'a pas avancé ». Il était prévu que GlobalFoundries touche jusqu'à 1,85 milliard d'euros de l'Etat.

Chez Soitec, autre fleuron de l'industrie du semi-conducteur voisin de STMicroelectronics, l'heure est aussi aux doutes après la mise en place, à la mi-novembre et pour une durée de six mois, d'un plan d'activité partielle de longue durée dit « rebond ». Une première depuis que l'entreprise iséroise a frôlé la faillite, en 2015. « Cette mesure a été un peu un choc, même si on savait que la situation était compliquée », rembobine Fabrice Lallement, délégué syndical CGT de Soitec et représentant CGT au comité stratégique de la filière électronique.

Si les élus syndicaux de Soitec ont obtenu l'engagement de la direction de ne procéder à aucun licenciement économique avant septembre 2026, aucune garantie n'a été donnée sur un éventuel plan de départs volontaires.

Cet article est paru dans Le Monde (site web) (https://www.lemonde.fr/economie/article/2025/12/26/dans-l-isere-le-grand-flou-pour-les-salaries-de-la-vallee-des-puces_6659444_3234.html)

Emmanuel Macron

Inspecteur des finances
Membre du comité de
rédaction de la revue Esprit
Administrateur du théâtre de
la ville de Paris Membre et
rapporteur général adjoint de
la commission pour la
libération ...

acteurspublics

© 2025 Le Monde. Tous droits réservés.

Le présent document est protégé par les lois et conventions internationales sur le droit d'auteur et son utilisation est régie par ces lois et conventions.

On724u0Ots0kv1wPC7_gLI9flmNuT9ly2xS0rtdmtTa6CXEbEeeWSJCBpATaHJxLaNzMw

news·20251226·LMF·edd×cmofr×c20251226×c66594443234